



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
28 avril 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 15 avril 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ma lettre du 4 octobre 2002 (S/2002/1164).

La République du Zimbabwe a adressé au Comité contre le terrorisme le rapport complémentaire ci-joint, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



## **Annexe**

### **Note verbale datée du 31 mars 2003, adressée au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par la Mission permanente du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité contre le terrorisme et a l'honneur de lui soumettre le deuxième rapport ci-joint, en réponse aux questions soulevées par le Comité.

Le Zimbabwe procède actuellement à l'établissement d'une liste de prescriptions en vue d'une meilleure surveillance des frontières, ainsi qu'à l'examen d'autres questions posées dans la dernière partie du questionnaire établi par le Comité.

## Pièce jointe

### Rapport du Zimbabwe au Comité contre le terrorisme

#### Paragraphe 1

Le Zimbabwe s'apprête à prendre les mesures nécessaires pour devenir partie à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ainsi qu'à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine sur la prévention et la lutte contre le terrorisme. S'agissant de ces deux dernières conventions, des instruments de ratification sont en cours d'établissement, tandis que la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme doit être présentée au Parlement pour approbation. Étant donné que le Zimbabwe n'est pas encore partie à ces conventions, il n'existe aucune législation spéciale pour combattre, prévenir et réprimer le financement du terrorisme. Ce n'est pas pour autant que le pays cautionne le terrorisme. De fait, bien que l'ancienne loi coloniale relative au maintien de l'ordre public ait été révoquée, la législation antiterroriste est reprise dans la loi sur l'ordre public et la sécurité. Toutefois, la législation zimbabwéenne se conforme pour une large part aux dispositions de la résolution 1373 (2001) et de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, bien qu'elle ne se situe pas au niveau international. La loi relative au maintien de l'ordre public couvre certains aspects du terrorisme, tandis que la loi sur les infractions graves (confiscation de profits), bien qu'exempte de références particulières au terrorisme, prévoit la manière de traiter les recettes provenant d'activités criminelles et de procéder à leur confiscation. Une copie de la loi en question a été annexée au présent document pour en faciliter la consultation. Une fois partie à la Convention, le Zimbabwe en fera appliquer les dispositions grâce à la promulgation d'une législation adéquate ainsi qu'à la mise en oeuvre de mesures pour en faciliter l'application et le suivi.

Les organisations religieuses ou culturelles ne sont pas tenues par la loi de procéder à un enregistrement. Partant, à moins qu'il ne s'agisse d'organisations d'aide sociale qui désirent être enregistrées, il est impossible de contrôler les activités de ces organisations ou de superviser l'usage qu'elles font de leurs fonds. Toutefois, pour combler cette lacune, le Gouvernement effectue actuellement un examen des procédures d'enregistrement et de suivi pour toutes les organisations privées bénévoles et d'aide sociale.

Pour l'heure, les infractions commises tombent sous le coup de la législation suivante :

- Loi sur les infractions graves (confiscation de profits) (chap. 9.17 – sect. II, III et V);
- Loi sur les questions criminelles (assistance mutuelle) (chap. 9.06 – sect. III et V);
- Délit d'obstruction à la justice visé dans la *Common Law*;

#### Paragraphe 2, alinéa a)

Au Zimbabwe, la possession d'une arme à feu est soumise aux conditions stipulées par la loi sur les armes à feu (chap. 10.09) et la loi sur l'ordre public et la

sécurité (chap. 10.09). Sauf autorisation expresse, quiconque possède une arme à feu, des explosifs ou toute autre catégorie d'armes dites dangereuses commet un délit. Le transport d'armes à feu ou de toute autre catégorie d'armes par voie aérienne constitue un délit au regard de la loi relative aux infractions concernant les aéronefs, tandis que le Code de la route (chap. 13.11) et la loi sur les transports routiers (chap. 10.09) interdisent le transport de ces armes par la route. Toutefois, pour empêcher le transport par voie terrestre de biens liés au terrorisme, il est nécessaire d'amender la législation de façon à permettre aux forces de police qui procèdent à des barrages routiers d'inspecter les biens transportés. En tant que membre de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDAA), le Zimbabwe est également partie au Protocole sur les armes à feu. Le pays devrait servir de siège à l'Institut régional de formation pour le contrôle des activités liées au terrorisme.

À cet égard, la législation pertinente est la suivante :

- Loi sur l'ordre public et la sécurité (chap. 111.17 – sect. II);
- Loi sur les armes à feu (chap. 10.09);
- Loi sur les explosifs (chap. 10.08).

**Paragraphe 2, alinéa b)**

Le Zimbabwe coopère avec d'autres États membres de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe. Ainsi, grâce à sa position au sein de l'Organisation de coopération des commissions de police de la région de l'Afrique australe et en sa qualité d'État membre d'Interpol, les échanges d'informations sur les activités liées au terrorisme sont désormais possibles. Le Protocole de la CDAA sur la défense et la sécurité auquel le Zimbabwe est partie permet aux États membres de communiquer entre eux dans l'éventualité d'une menace terroriste. À l'heure actuelle, le Zimbabwe ne dispose pas des moyens nécessaires pour détecter efficacement les actes de terrorisme. Il faudrait donc établir une législation globale et appropriée et renforcer les capacités administratives pour pouvoir agir, et communiquer avec d'autres États, dans l'éventualité de tels actes.

**Paragraphe 2, alinéa c)**

Le Zimbabwe est partie à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés (1951), au Protocole à cette convention (1967), ainsi qu'à la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique (1969). Après enquête, le Haut Commissariat pour les réfugiés accorde le statut de réfugié au demandeur. L'enquête mobilise les services de l'immigration et Interpol et quiconque a commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité tels que définis dans les instruments auxquels le Zimbabwe est partie, ou a violé un principe énoncé dans la Charte des Nations Unies, entre autres, se voit refuser le statut de réfugié au Zimbabwe. Ceci s'applique à tout individu auteur ou complice d'un acte de terrorisme.

**Paragraphe 2, alinéa d)**

Pour l'heure, aucune législation ne s'applique à ce cas de figure étant donné que le Zimbabwe n'est pas encore partie à la Convention. Il en va de même pour l'utilisation du territoire zimbabwéen aux fins d'activités terroristes perpétrées hors

du Zimbabwe. Toutefois, comme exposé plus haut, le Parlement est sur le point de ratifier la Convention, étant donné que l'application des dispositions de celle-ci est le seul moyen de régler complètement le problème du terrorisme.

**Paragraphe 2, alinéa e)**

Bien que le Zimbabwe ne soit pas encore partie à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, il a procédé à une évaluation de sa législation nationale afin d'apprécier la mesure dans laquelle elle se conforme à la Convention. Il ressort de cet examen qu'un cadre juridique est en place pour appliquer certaines dispositions de la Convention et assurer que la compétence des tribunaux et l'administration de la justice permettent de juger les auteurs d'actes de terrorisme et de coopérer avec d'autres États parties et organisations internationales et régionales pertinentes, plus particulièrement dans les domaines qui concernent l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution. Une fois partie à la Convention, le Zimbabwe devra amender la loi sur les infractions graves (confiscation de profits) (chap. 9.17), de façon qu'elle vise spécialement le financement d'actes de terrorisme, tant à titre d'infraction grave que d'infraction particulière. De même, certains volets de la loi sur l'ordre public et la sécurité (chap. 11.17), qui couvrent divers aspects de l'insurrection, du grand banditisme, du sabotage et du terrorisme à l'échelon national, devront être renforcés en y incorporant le financement du terrorisme, afin d'élargir la catégorie d'infractions visées par ses dispositions. Autre possibilité : promulguer une législation qui incorpore expressément des dispositions des conventions, bien que cette solution exige plus de temps qu'un simple amendement de la législation existante.

## **Compétence des tribunaux zimbabwéens**

**Paragraphe 2, alinéa i)**

Actes commis en dehors du Zimbabwe par un ressortissant ou un résident zimbabwéen : s'il se trouve sur le territoire zimbabwéen, l'individu tombe sous le coup de la loi sur l'extradition (chap. 9.08), de la loi sur les questions criminelles (assistance mutuelle) (chap. 9.06), de la loi sur la prévention de la corruption (chap. 9.16) ou de la loi sur les délits graves (confiscation de profits). La compétence des tribunaux s'applique à tout ressortissant étranger qui commet une infraction hors du territoire zimbabwéen puis se rend au Zimbabwe, à la demande expresse du pays concerné. En vertu de la loi sur l'extradition, ou de la loi sur les questions criminelles (assistance mutuelle) (chap. 9.06), l'individu est rapatrié vers le pays où il doit être jugé. En outre, le Zimbabwe peut aider un autre pays à réunir des éléments de preuve à partir du Zimbabwe.

**Paragraphe 2, alinéa f)**

Le Zimbabwe est partie au Protocole d'entraide judiciaire de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe, au Traité sur l'assistance mutuelle relative aux questions criminelles, ainsi qu'au mécanisme du Commonwealth pour l'assistance mutuelle en matière criminelle.

**Paragraphe 2, alinéa g)**

La police, l'armée, les services de l'immigration et le service des parcs nationaux, entre autres, collaborent étroitement. Tant dans le secteur public que dans le secteur privé, le personnel reçoit une formation, en particulier le personnel de la police, du secteur bancaire et d'autres entités concernées telles que les services de l'immigration. Outre des patrouilles composées conjointement de membres des forces de police et de l'armée, des postes bien équipés et gardés par des professionnels sont installés aux frontières.

**Paragraphe 3, alinéas a), b) et c)**

L'Organisation de coopération des commissaires de police de la région de l'Afrique australe et Interpol sont les deux structures qui permettent un échange d'informations sur les délits en général. Ces mêmes structures peuvent servir à un échange d'informations sur le terrorisme.

**Paragraphe 3, alinéa c)**

La loi sur l'extradition (chap. 9.08) prévoit l'extradition de personnes entre le Zimbabwe et d'autres pays avec lesquels le Zimbabwe a signé des accords d'extradition ou qui ont été désignés aux fins de l'extradition. Le Zimbabwe peut extraditer une personne recherchée après qu'une demande a été présentée au Ministre des affaires intérieures par le pays concerné, contre lequel l'infraction a été commise. Si la personne recherchée est un ressortissant zimbabwéen, l'État requérant doit produire des éléments de preuve suffisants pour établir l'existence de présomptions sérieuses selon le droit zimbabwéen. À la demande de l'État requérant et après établissement de l'existence de présomptions sérieuses, le Gouvernement peut ordonner la mise en détention provisoire de l'individu qui doit être jugé, afin de déterminer s'il convient d'entériner l'ordre. L'infraction pour laquelle l'individu est recherché en vue d'être extradé doit entrer dans le cadre de l'accord qui lie le Zimbabwe au pays concerné, ou être visée par les dispositions de la loi, lorsque la demande émane d'un pays désigné. Une extradition doit être confirmée par un tribunal avant que l'individu soit extradé pour être jugé ou condamné. Au moment du transfert de l'individu, tout bien en possession de celui-ci (l'infraction) est également remis à la puissance étrangère. En outre, il est possible de faire appel du verdict auprès de la Cour suprême du Zimbabwe.

Le Zimbabwe est lié avec le Mozambique par un accord d'extradition et, dans le cadre de la loi sur l'extradition, les États ou territoires suivants sont dotés d'une convention de réciprocité :

Afrique du Sud	Chypre
Antigua-et-Barbuda	Dominique
Australie	Fidji
Bahamas	Gambie
Bangladesh	Ghana
Barbade	Gibraltar
Belize	Grenade
Bermudes	Guyana
Botswana	Hong Kong
Brunei Darussalam	Îles Caïmanes
Canada	Îles Cook

Île de Man	Nouvelle-Zélande
Îles Falkland	Ouganda
Îles Salomon	Pakistan
Îles Vierges britanniques	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Inde	Royaume-Uni
Jamaïque	Sainte-Hélène
Jersey	Sainte-Lucie
Kenya	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Kiribati	Samoa occidental
Lesotho	Seychelles
Malaisie	Sierra Leone
Malawi	Singapour
Maldives	Swaziland
Malte	Trinité-et-Tobago
Maurice	Tonga
Montserrat	Turques et Caïques
Namibie	Tuvalu
Nauru	Vanuatu
Nigéria	Zambie
Nioué	

**Paragraphe 3, alinéa e)**

Étant donné que le Zimbabwe n'est pas encore partie aux conventions concernées, aucune des infractions n'est passible d'extradition à l'heure actuelle. Toutefois, il est possible d'extrader un individu en vertu des dispositions de la loi sur l'extradition.

**Paragraphe 3, alinéa f)**

Loi sur les réfugiés. Au Zimbabwe, tout demandeur d'asile voit son cas examiné par le Comité des réfugiés avant d'obtenir le statut de réfugié. Le Comité doit au préalable s'assurer que les demandeurs d'asile ne contreviennent à aucune convention ou aucun accord international. Les individus qui figurent sur la liste des personnes recherchées par la Cour internationale de Justice ou tout autre organe équivalent se voient refuser le statut de réfugié. Avec le concours du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les dossiers des demandeurs d'asile sont passés au crible.

**Paragraphe 3, alinéa g)**

La question de l'extradition pour terrorisme pose un problème étant donné que la plupart des actes de terrorisme transnationaux ont des motivations politiques.

Le chapitre 15 de la loi sur l'extradition renferme les dispositions suivantes :

Il n'est procédé à aucune extradition vers un pays désigné. Cependant, cette extradition pourra être accordée, même si le délit est de nature politique, lorsque :

- i) Il y a atteinte à la vie ou à la personne d'un chef d'État ou de gouvernement de tout pays désigné;
- ii) Il s'agit du détournement d'un véhicule, d'un navire ou d'un aéronef;

iii) Il s'agit d'un délit au regard de la loi sur le génocide (chap. 9.20) ou d'une tentative d'une association de malfaiteurs en vue d'un génocide ou d'une incitation à l'égard de ce crime.

Pourtant, l'extradition peut être refusée pour des motifs politiques dans certains cas, bien que le Zimbabwe estime qu'elle ne devrait pas être refusée lorsqu'il s'agit de criminels internationaux.

#### **Ajout au paragraphe 4**

- La police zimbabwéenne est membre d'Interpol. Son adhésion vise entre autres à échanger avec les autres États Membres les informations relatives au terrorisme, aux cartels de la drogue, au blanchiment d'argent et au trafic d'armes.
- À l'échelon régional, la police zimbabwéenne est membre de l'Organisation de coopération des commissaires de police de la région de l'Afrique australe.
- Un des objectifs principaux de l'Organisation de coopération est de permettre à tous les membres de procéder à un échange d'informations.
- Le Zimbabwe est sur le point de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.
- Lors d'une récente Conférence ministérielle régionale, tenue à Alger les 29 et 30 octobre 2002, le Zimbabwe était pleinement représenté par le Ministre des affaires intérieures.
- La Conférence a fait ressortir le lien qui existe entre la criminalité transnationale organisée, le trafic de drogues, le blanchiment d'argent et le terrorisme.

---